

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasília
Juillet 2026

Focus : record d'exportation de bœuf et saturation du quota annuel d'exportation vers la Chine dès juillet

Les exportations de viande bovine atteignent un record au premier semestre mais un climat de prudence règne pour l'industrie bovine brésilienne en 2026

Après avoir enregistré des résultats historiques en 2025, les exportations brésiennes de viande bovine ont de nouveau atteint un niveau record au premier semestre 2026. L'industrie brésilienne de la viande bovine reste toutefois dans un contexte de grande prudence. Bien que le Brésil ait consolidé sa position de leader mondial dans la production et l'exportation de viande bovine, les représentants du secteur estiment que la combinaison d'un ralentissement de la demande internationale, de nouvelles barrières commerciales, notamment de la part de la Chine et de l'UE, ainsi que de défis internes exercent une pression accrue sur les abattoirs et réduit les marges du secteur cette année. Selon les données du Beef Report 2026, publié par l'Association brésilienne des industries exportatrices de viande (Abiec), le pays a exporté 3,5 millions de tonnes de viande bovine en 2025, générant un chiffre d'affaires proche de 18 Md USD. L'association souligne également que le Brésil est devenu le premier producteur mondial de viande bovine, avec une production de 12,35

millions de tonnes. Le pays exporte désormais ses produits vers 177 marchés à travers le monde. (Article [ici](#) et [ici](#)).

Le contingent d'importation de viande bovine brésilienne à droit réduit vers la Chine a été entièrement utilisé.

C'est ce qu'indique le cabinet de conseil Safras & Mercado, qui suit chaque mois l'évolution des expéditions sur la base des données officielles du Secrétariat au commerce extérieur (Secex). Les expéditions effectuées en juin ont conduit à une utilisation du contingent équivalente à 100 % du volume disponible pour 2026. En juin, le Brésil a exporté 158 300 tonnes de viande bovine vers la Chine, ce qui représente le plus gros volume mensuel expédié vers ce pays en 2026. Cumulées aux exportations réalisées entre janvier et mai, les ventes ont atteint le contingent de 1,106 million de tonnes fixé par le gouvernement chinois pour les importations à droit réduit. De ce fait, toute la viande bovine brésilienne expédiée vers le marché chinois sera désormais soumise au droit de douane plein d'environ 67 %, un taux jugé non viable pour la plupart des morceaux commercialisés. Face à cette situation, l'industrie de la viande brésilienne devrait rediriger ses volumes vers le marché intérieur et vers d'autres marchés d'exportation. Les effets de l'épuisement du contingent commencent déjà à se faire sentir dans l'industrie : certains abattoirs ont annoncé des congés

collectifs et ont réduit leur rythme de production et il est à prévoir un effet à la baisse sur le prix de marché des bovins. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Agenda politique

Le Brésil reste hors de la Carte de la faim durant la période 2023-2025, selon le rapport L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2026 (SOFI), publié le 21 juillet par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La proportion de la population en situation de sous-alimentation est demeurée inférieure à 2,5 %, seuil retenu par la FAO pour classer un pays hors de la Carte de la faim. Le rapport fait également état d'une amélioration des indicateurs de sécurité alimentaire. Le taux d'insécurité alimentaire sévère est tombé à 0,6 % sur la période 2023-2025, contre 3,4 % en 2022-2024 et 6,6 % en 2021-2023, soit le niveau le plus bas de la série historique de la FAO. Selon l'organisation, 16,7 millions de Brésiliens sont sortis de cette situation au cours de la période. (Article [ici](#)).

Commerce

Tarifs américains : un taux supplémentaire de 25 % entre en vigueur ainsi qu'un tarif supplémentaire de 12,5% concernant la lutte contre le travail forcé : 32,9 % des expéditions du secteur vers les États-Unis seront atteintes simultanément par ces deux taxes supplémentaires

L'application par les États-Unis d'une surtaxe de 25 % sur les produits brésiliens affecte environ 3000 produits exportés par le Brésil, selon une estimation de la Confédération nationale de l'industrie (CNI). Parmi les 50 produits brésiliens les plus exportés vers les États-Unis en 2025, des produits tels que le pétrole brut, les grains de café, les avocats, le bœuf, la cellulose, les jus d'orange, la fonte brute et le ferromanganèse ont été exclus du nouveau tarif. En revanche, des produits

tels que les machines industrielles, les pneus, le sucre, l'éthanol, le tabac, le bois, les chaussures et certains articles en aluminium sont désormais soumis à ce tarif supplémentaire. Dans l'agroalimentaire, la Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil (CNA) estime que le tarif de 25 % affectera 4,6 milliards de R\$ (778 millions d'euros) par an d'exportations, soit 36,5 % des ventes du secteur vers les États-Unis. Le président de la CNI, Ricardo Alban, a estimé que cette mesure ne reposait sur aucun fondement juridique, économique ou stratégique. Il a également souligné que la coopération entre le Brésil et les États-Unis constituait, selon lui, la meilleure voie pour résoudre les différends commerciaux entre les deux pays. Un autre nouveau tarif supplémentaire de 12,5 % imposé par les États-Unis sur les produits brésiliens en cours d'enquête en vertu de l'article 301 concernant la lutte contre le travail forcé a élargi la portée des mesures sur l'agroalimentaire national. Selon la Confédération de l'Agriculture et de l'Élevage du Brésil (CNA), 32,9 % des exportations provenaient de l'Agro-industrie brésilienne le marché américain devra faire face à une surtaxe totale de 37,5 %, en raison de l'incidence simultanée de cette suraddition avec le tarif de 25 % précédemment annoncé. (Article [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Exportations agricoles : un record au premier semestre 2026

Malgré un contexte international marqué par des tensions géopolitiques, les exportations de l'agro-industrie brésilienne ont atteint 86,5 Md USD au premier semestre 2026, un niveau record pour cette période et une hausse de 6 % par rapport à l'année précédente. Les importations du secteur ont également progressé de 3 %, à 17,2 Md USD, sous l'effet notamment de la hausse des prix des intrants agricoles, en particulier des engrais. Selon les données du Secex (Secrétariat du commerce extérieur/MDIC), cette performance a été portée par la progression des exportations

de soja, de viande et de maïs, tandis que celles de café et de sucre ont reculé. Le complexe soja (graines, tourteaux et huile) demeure la principale source de recettes à l'exportation, avec 34,9 Md USD entre janvier et juin. Soutenue par une récolte record, la filière a exporté 69,6 millions de tonnes de soja au cours du semestre, générant 29,1 Md USD de revenus. Les exportations de tourteaux et d'huile de soja ont également augmenté, dans un contexte de transformation intérieure record, notamment pour répondre à la demande du secteur du biodiesel. (Article [ici](#)).

Un an après les surtaxes de Trump, la part des États-Unis dans les exportations brésiliennes atteint un niveau historiquement bas

Un an après l'annonce par Donald Trump, le 9 juillet 2025, d'une surtaxe de 50 % sur certaines exportations brésiliennes, depuis abandonnée et remplacée par d'autres tarifs (cf. *supra*), la part des États-Unis dans les exportations du Brésil est tombée à son plus bas niveau depuis le début des statistiques de la balance commerciale en 1997. Selon une étude de la Chambre Américaine de commerce (Amcham Brasil), la part du marché américain dans les exportations brésiliennes est passée de 12,1 % à 9,4 % entre le premier semestre 2025 et le premier semestre 2026, soit une baisse de 2,7 points de pourcentage. Dans le même temps, la part de la Chine a progressé dans des proportions similaires, ce qui semble confirmer une réorientation des exportations brésiliennes vers de nouveaux débouchés ainsi qu'un renforcement de la dépendance du pays à l'égard de l'économie chinoise. (Article [ici](#)).

Les exportations brésiliennes vers l'UE progressent de 2 Md USD après l'entrée en vigueur provisoire de l'accord UE-Mercosul

Selon des données de l'ApexBrasil, les exportations brésiliennes vers l'Union européenne ont augmenté de 2 Md USD (26 %) en mai et juin, les deux premiers mois

suivant l'entrée en vigueur provisoire de l'accord commercial entre l'UE et le Mercosul. Au premier semestre 2026, les exportations vers l'UE ont atteint 26,9 Md USD, soit une hausse de 3 Md USD (+12,8 %) par rapport à la même période de 2025. Le président de l'ApexBrasil, Laudemir André Müller, se garde d'attribuer entièrement cette progression à l'accord, mais estime que de nombreux indices suggèrent que la baisse des droits de douane commence déjà à stimuler les échanges commerciaux entre le Brésil et l'UE. (Article [ici](#)).

Le plan de la Chine pour réduire sa dépendance aux importations agricoles brésiliennes (et pourquoi cela inquiète le Brésil)

Premier partenaire commercial du Brésil, la Chine cherche à réduire progressivement sa dépendance aux importations agricoles. Son 15e Plan quinquennal (2026-2030) prévoit de renforcer la production nationale, de développer les biotechnologies, l'intelligence artificielle appliquée à l'agriculture et de nouvelles sources de protéines. Selon plusieurs études, les importations chinoises de soja pourraient reculer d'environ 25 % d'ici à 2030. Cette perspective suscite des inquiétudes au Brésil, dont le secteur agricole dépend fortement du marché chinois. Les spécialistes recommandent au Brésil d'anticiper cette évolution en diversifiant ses marchés d'exportation et en misant davantage sur des produits à plus forte valeur ajoutée, tout en estimant que la Chine restera un client majeur pendant de nombreuses années. (Article [ici](#)).

Economie

Les demandes de redressement judiciaire dans l'agroalimentaire augmentent de 33 % au premier trimestre

Les demandes de redressement judiciaire dans le secteur agroalimentaire brésilien ont atteint 517 au premier trimestre de 2026, soit une hausse de 33 % par rapport à

la même période de l'année précédente, selon une étude publiée mercredi par la société Neot. Cette tendance laisse entrevoir un nouveau record de procédures en 2026. Selon l'étude, cette progression s'explique par les pertes de récoltes enregistrées les années précédentes, la baisse des prix des matières premières agricoles et des conditions de crédit plus restrictives dans un contexte de taux d'intérêt élevés. Le montant total des passifs concernés est estimé à environ 38 milliards de reais (6,4 Md d'euros), dont 31,5 milliards concentrés dans des dossiers dépassant 30 M BRL ce qui montre que les difficultés touchent l'ensemble de la chaîne agro-industrielle. Plus de la moitié des demandes concernent des producteurs de soja, de maïs et des éleveurs. Malgré les prévisions d'une récolte record de soja et de maïs en 2026, de nombreux producteurs restent fragilisés par les mauvaises récoltes de 2024, qui avaient fortement accru leur endettement. (Article [ici](#)).

Le gouvernement propose de cibler la renégociation des dettes agricoles sur les producteurs affectés par les aléas climatiques

Alors que le secteur agricole connaît une crise de surendettement, le gouvernement Lula a proposé à la représentation parlementaire du secteur agricole que le futur programme de renégociation des dettes rurales soit réservé aux producteurs ayant subi des pertes liées à des événements climatiques. Selon les estimations de l'équipe économique, le dispositif représenterait un coût budgétaire d'environ 1,5 Md BRL (250 millions d'euros) par an. Il prévoirait des taux d'intérêt de 6 %, 8 % ou 12 % selon la taille de l'exploitation (agriculture familiale, petits, moyens ou grands producteurs), ainsi qu'une période de remboursement de huit ans, dont deux années de grâce. La mesure devrait être présentée sous la forme d'une mesure provisoire. Elle constitue également une tentative du gouvernement de freiner un projet de loi déjà adopté par la Chambre

des députés et le Sénat, qui prévoit notamment l'utilisation des ressources du Fonds social des champs pétroliers du pré-sel pour financer la restructuration des dettes du secteur agricole. (Article [ici](#)).

La BNDES mettra à disposition 72 Md BRL (12,2Md d'euros) pour financer le secteur agricole lors de la campagne 2026/27

La BNDES (banque nationale de développement) prévoit d'allouer 72 Md BRL de financements au secteur agricole dans le cadre du Plan Safra 2026/27. Ce montant, record, représente une hausse de 3 % par rapport aux 70 Md BRL proposés lors de la campagne précédente. La banque anticipe une augmentation de la demande de crédit, tant pour le financement des coûts de production que pour les investissements, et mise sur l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur agricole. Elle estime que les ressources prévues sont adaptées aux besoins du secteur dans un contexte de stabilité du crédit rural et d'ajustements financiers au sein de l'agrobusiness. Sur le total annoncé, 40,5 Md BRL (6,8 Md d'euros) correspondront à des ressources bonifiées, accessibles via les programmes agricoles du gouvernement fédéral, soit une augmentation de 2 % par rapport à la campagne précédente. La BNDES représentera ainsi 28,6 % du volume total de ces ressources, évalué à 141,4 Md BRL (23,9 Md d'euros). (Article [ici](#)).

Le Brésil pourrait devenir le premier exportateur agricole mondial devant les États-Unis

Selon le *Financial Times*, le Brésil pourrait prochainement dépasser les États-Unis au classement mondial des exportateurs agricoles. En 2025, les exportations américaines ont atteint 171 milliards de dollars, contre 169 milliards pour le Brésil, alors que l'écart entre les deux pays s'élevait encore à 56 milliards de dollars en 2021. Cette progression s'est poursuivie au premier semestre 2026, avec une hausse de

6 % des exportations agricoles brésiliennes, qui ont atteint un niveau record de 87 milliards de dollars. Le développement du Brésil s'explique notamment par sa position dominante dans les exportations de soja, de viande bovine et de volaille, ainsi que par sa progression dans le secteur du coton. Les tensions commerciales entre Washington et Pékin ont également favorisé le Brésil, la Chine ayant fortement réduit ses achats agricoles américains depuis l'instauration des droits de douane américains en 2018. Cette évolution repose toutefois aussi sur des facteurs structurels, tels que la disponibilité des terres, l'adaptation des cultures et la possibilité de réaliser plusieurs récoltes par an. Le secteur reste néanmoins exposé aux taux d'intérêt élevés, à la baisse des prix agricoles et au renchérissement des engrais importés. (Article [ici](#)).

Filières

Porc/poulet : le Brésil enregistre des records d'exportation au premier semestre

Dans des communiqués du 6 et du 7 juillet, l'association de la protéine animale ABPA (volaille, porc, œufs) annonce que le Brésil a battu des records d'exportation de poulet et de porc au premier semestre 2026. Les exportations de poulet (sous toutes formes) ont atteint 2,936 millions de tonnes, soit 12,9% de plus qu'au premier semestre 2025, pour 5,700 milliards de dollars US, soit 17% de gain de recettes. « Malgré ce contexte [conflit au Moyen-Orient et fermeture du détroit d'Ormuz], le Brésil a considérablement renforcé sa présence sur des marchés stratégiques à forte valeur ajoutée - tels que le Japon, l'Union européenne, la Corée du Sud et la Chine - tout en maintenant un ancrage solide au Moyen-Orient et en développant des opportunités sur les marchés émergents », souligne Ricardo Santin, président de l'ABPA. Les exportations de viandes porcines, à une échelle plus réduite, ont représenté 794 000 tonnes soit 10% de plus qu'au premier semestre 2025, pour 1,859 milliard de dollars US, soit 7,9% de recettes

en plus. Ce qui fait dire à Ricardo Santin : « Le secteur [porcin] continue d'étendre sa présence internationale grâce à une stratégie de plus en plus diversifiée ». (Articles [ici](#) et [ici](#)).

Le conseil approuve l'augmentation de l'éthanol dans l'essence de 30 % à 32 % dans le contexte de l'escalade de la guerre au Moyen-Orient

Le Conseil national de politique énergétique (CNPE) a approuvé mardi 14 juillet, d'augmenter la proportion obligatoire d'éthanol anhydre mélangé à l'essence, en la faisant passer de 30 % à 32 %. La décision était attendue depuis le mois de mai, mais elle a été reportée à trois reprises en raison d'annulations et de modifications de l'agenda du Conseil. Selon le ministère des Mines et de l'Énergie, l'adoption du mélange E32 permettrait de réduire d'environ 500 millions de litres par mois les besoins d'importation d'essence. Le ministère estime que ce volume serait suffisant pour rendre le Brésil autosuffisant en matière d'approvisionnement en essence. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la politique du Combustível do Futuro, un dispositif réglementaire créé pour encourager l'utilisation de carburants renouvelables et réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports. En juin 2025, la part obligatoire d'éthanol dans l'essence avait déjà été relevée de 27,5 % à 30 %, niveau actuellement en vigueur. La mesure entrée en vigueur le 1 août 2026 est initialement valable pour 180 jours, mais peut être prolongée une fois pour une période égale. Le ministre des Mines et de l'Énergie, Alexandre Silveira, n'a cependant pas exclu la possibilité que le combustible devienne permanent. (Article [ici et ici](#)).

L'ExpoCannabis de São Paulo mettra en avant un marché en pleine expansion et au potentiel milliardaire

La quatrième édition de l'ExpoCannabis Brasil se tiendra du 20 au 22 novembre à São Paulo, réunissant les secteurs de

l'agroalimentaire, de la science, de l'industrie et de l'innovation. L'événement marque une nouvelle phase pour le secteur au Brésil, stimulée par la récente réglementation de la culture du chanvre industriel à des fins médicales et industrielles par l'Anvisa. Selon le cabinet de conseil Kaya Mind, le marché brésilien du cannabis médical a généré 971 millions de réais en 2025, bénéficiant à plus de 873 000 patients. En incluant les commerces dérivés, le marché légal totalise déjà 1,94 milliard de réais, avec des projections pouvant atteindre 51 milliards de réais par an dans un scénario de réglementation élargie. Consolidée comme le plus grand salon du cannabis en Amérique latine, l'ExpoCannabis attend entre 45 000 et 50 000 visiteurs et comptera sur la participation institutionnelle de l'Embrapa, l'organisme public de recherche agricole, qui vise à rendre le Brésil compétitif sur le marché mondial du chanvre d'ici dix ans. (Article [ici](#)).

Les coopératives représentent plus de 10 % des exportations de l'agroalimentaire brésilien

Selon l'Organisation des coopératives brésiennes (OCB), les coopératives du pays ont exporté pour 17,4 Md USD en 2025, soit 10,3 % de l'ensemble des exportations du secteur agroalimentaire brésilien. Les exportations demeurent toutefois fortement concentrées : sur les 140 coopératives exportatrices que compte le Brésil, les dix principales ont représenté à elles seules 67 % des ventes à l'étranger l'an dernier. Les principaux produits exportés par les coopératives bénéficiant de l'appui de ApexBrasil sont le café, la viande de volaille, le soja concassé, la viande porcine et l'huile de soja. (Article [ici](#)).

Le soja progresse et met au défi la production alimentaire en Amazonie légale

L'expansion rapide du soja dans les régions métropolitaines de l'Amazonie légale

modifie le profil de la production agricole et suscite des inquiétudes en matière de sécurité alimentaire. Entre 2017 et 2024, les surfaces cultivées en soja ont augmenté de plus de 70 % dans ces territoires, tandis que des cultures essentielles comme le manioc, la banane, le riz et la pastèque ont perdu du terrain. Ces conclusions sont issues d'une étude de l'Instituto Escolhas, qui a analysé les systèmes alimentaires des 138 municipalités composant les régions métropolitaines de l'Amazonie légale. Selon Juliana Ramos Luiz, directrice de la recherche de l'Institut, la question dépasse le cadre agricole et concerne également la planification urbaine et le développement régional. Elle estime que l'approvisionnement alimentaire devrait être pensé à l'échelle régionale, au même titre que les transports. L'Amazonie légale, souvent associée au seul biome amazonien, est également un dispositif politico-administratif créé pour orienter les politiques de développement régional par l'intermédiaire de la Surintendance du développement de l'Amazonie (SUDAM). (Article [ici](#)).

Agriculture et environnement

La fin du moratoire sur le soja a relancé les débats sur l'agrobusiness brésilien et pourrait entraîner une augmentation de la déforestation en Amazonie de 1,4 million d'hectares, selon une étude publiée dans la revue Science

La fin du Moratoire sur le soja a relancé les débats sur l'agrobusiness brésilien. Alors que le Tribunal suprême fédéral (STF) doit examiner en août plusieurs recours liés à cet accord, les États-Unis ont invoqué son affaiblissement pour justifier l'application d'une surtaxe additionnelle de 25 % sur les produits brésiliens. Mis en place en 2006, ce mécanisme volontaire visait à empêcher l'achat de soja cultivé sur des terres amazoniennes déboisées après juillet 2008. Considéré pendant près de vingt ans comme un outil majeur de lutte contre la déforestation, il a pris fin en janvier, après

le retrait de l'Association brésilienne des industries des huiles végétales (Abiove), suivi de celui de grandes sociétés de négoce comme Cargill et Bunge. La fin de l'accord résulte des pressions exercées par les producteurs ruraux et de contestations devant le Conseil administratif de défense économique (Cade), portant sur ses effets potentiels sur la concurrence dans le secteur.

La fin de ce moratoire pourrait entraîner une augmentation de la déforestation en Amazonie de 1,4 million d'hectares d'ici 2035, ce qui représente une hausse de 17 % par rapport à la superficie déboisée au cours des dix dernières années. Cette estimation figure dans un article consacré à l'héritage du moratoire sur le soja, publié dans la revue « Science ». Les émissions liées à cette déforestation devraient atteindre 745 millions de tonnes d'équivalent carbone, un volume similaire à celui émis chaque année par le Canada. L'Association brésilienne des producteurs de soja (Aprosoja Brasil) conteste l'étude et souligne que les données officielles du ministère de l'Environnement indiquent une baisse de 37,5 % des alertes de déforestation en Amazonie entre août 2025 et mai 2026, période qui coïncide avec l'expiration du moratoire. (Article [ici](#) et [ici](#))

Une étude souligne les limites du système brésilien de contrôle de la déforestation liée au soja et à la viande bovine

Une étude publiée par le WRI Brasil met en évidence les difficultés du Brésil à démontrer que ses exportations de soja et de viande bovine ne contribuent pas à la déforestation ou à la conversion des écosystèmes naturels, un enjeu majeur pour préserver l'accès aux marchés internationaux. Les chercheurs recensent 21 mécanismes de contrôle couvrant ces deux filières, qui représentent environ 60 % des exportations agricoles brésiliennes, la Chine étant leur principal marché. Toutefois, ces dispositifs reposent sur des

règles différentes et fonctionnent de manière fragmentée, ce qui limite leur efficacité et la traçabilité des chaînes d'approvisionnement. (Article [ici](#)).

Le Brésil accélère le développement de carburants durables pour l'aviation

Le Brésil renforce sa position dans la course mondiale à la production de carburant durable d'aviation (SAF), avec près de 31 milliards de reais de projets portés par Acelen, Petrobras et JetBio. L'Acelen prévoit d'investir environ 15 milliards de reais dans une usine en Bahia, qui devrait produire jusqu'à un milliard de litres par an à partir de 2029, principalement grâce à des huiles végétales et à l'huile de cuisson usagée. Petrobras prépare de son côté une unité de 6 milliards de reais à Cubatão, d'une capacité annuelle de 870 millions de litres, tandis que JetBio envisage un investissement d'environ 10 milliards de reais à Paulínia pour produire du SAF à partir d'éthanol à compter de 2030. Ce carburant présente les mêmes caractéristiques que le kérosène traditionnel, mais pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre d'environ 80 %. La disponibilité de matières premières agricoles, notamment d'éthanol à faible intensité carbone, pourrait permettre au Brésil de devenir un important fournisseur mondial. Le BNDES constate par ailleurs une accélération des demandes de financement, favorisée par la réduction des soutiens publics aux États-Unis et par les difficultés d'approvisionnement en matières premières rencontrées en Europe. (Article [ici](#)).

Actualités sanitaires et phytosanitaires

Le Conseil agricole du Sud critique les projets européens sur les limites maximales de résidus

Les ministres de l'Agriculture de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay ont exprimé leurs inquiétudes concernant les initiatives européennes relatives aux limites

maximales de résidus et aux tolérances à l'importation de produits phytopharmaceutiques. Ils estiment que certaines mesures ne reposeraient pas suffisamment sur une évaluation scientifique des risques et pourraient créer des obstacles injustifiés au commerce agroalimentaire. Les ministres ont également réaffirmé leur opposition aux réglementations unilatérales non fondées sur la science et salué le rejet, par le Parlement européen, du classement du soja parmi les matières premières présentant un risque élevé de changement indirect d'affectation des sols. (Article [ici](#)).

Le gouvernement brésilien ne prévoit pas de réintégration rapide du Brésil parmi les fournisseurs de viande bovine de l'UE mais continue de défendre son système d'inspection et attend l'évaluation de l'UE

Le gouvernement brésilien et les exportateurs estiment qu'un retour rapide du Brésil sur la liste des fournisseurs autorisés de viandes et de produits d'origine animale à l'Union européenne est peu probable. Si la situation concernant la viande de volaille pourrait être régularisée dans les prochaines semaines, les perspectives demeurent plus incertaines pour la viande bovine, qui pourrait rester exclue du marché européen jusqu'à la fin de l'année, voire au-delà.

Dans une déclaration publiée le 23 juillet, le ministère de l'Agriculture brésilien assure avoir transmis à l'UE « une documentation technique complète détaillant les mécanismes d'inspection officiels et les garanties gouvernementales pour chacune des filières de production » dans le cadre des discussions techniques sur contrôle de l'utilisation des antimicrobiens dans la production animale. Et d'affirmer que celle-ci permet de démontrer « objectivement » que le système brésilien est conforme aux exigences de l'UE tandis que la déclaration définitive de Bruxelles n'a pas encore été transmise. Le Brésil se montre toutefois confiant malgré sa possible exclusion de la

liste des pays autorisés à exporter de la viande vers l'UE à compter du 3 septembre et attend un signe de la part de la Commission européenne. « Le Brésil exporte des produits animaux vers plus de 150 pays, y compris des marchés réputés pour leurs exigences élevées, grâce à la crédibilité internationale son système officiel de défense sanitaire agricole et animale », affirment les autorités brésiliennes dans leur communiqué. En parallèle, le pays sudaméricain assure n'avoir sollicité « aucun assouplissement des réglementations sanitaires européennes » et rappelle qu'il s'engage à « respecter pleinement les exigences des marchés importateurs, comme il le fait depuis des décennies ». (Article [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

L'UE n'assouplira pas ses exigences sanitaires pour les importations de viande brésilienne.

L'ambassadeur d'Irlande, Martin Gallagher a déclaré que l'Union européenne ne prévoyait pas d'assouplir ses exigences sanitaires afin de permettre la reprise des exportations de viande brésilienne vers le marché européen. L'Irlande assure la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne depuis le 1^{er} juillet, pour une durée de six mois. Gallagher a souligné que les règles européennes relatives à l'utilisation des antimicrobiens dans la production animale ne sont pas nouvelles et qu'elles font l'objet de discussions avec les autorités brésiliennes depuis plusieurs années. « Les exigences concernant les normes applicables à l'utilisation des antimicrobiens ne sont pas nouvelles. Elles sont connues depuis longtemps et l'Union européenne dialogue avec les autorités brésiliennes à ce sujet depuis plusieurs années », a-t-il déclaré dans un entretien accordé à Globo g1. (Article [ici](#)).

Le Brésil envisage de saisir l'OMC contre l'interdiction européenne sur les exportations de viande

En plus du différend commercial avec les États-Unis, l'administration Lula envisage de porter devant l'OMC la décision de l'Union européenne d'interdire les importations de viande en provenance du Brésil, estimant qu'elle pourrait être motivée par des considérations politiques. En juin, l'UE a retiré le Brésil de la liste des pays autorisés à exporter des produits d'origine animale vers le marché européen, au motif que les autorités brésiliennes n'avaient pas fourni les informations nécessaires pour démontrer leur conformité aux règles européennes concernant l'utilisation des antimicrobiens. Le MAPA et le secteur privé travaillent actuellement à répondre aux exigences de la Commission européenne, notamment par l'organisation de visites techniques dans les élevages. Les autres pays du Mercosul restent autorisés à exporter vers l'UE. (Article [ici](#)).

Le Brésil pourrait perdre plus de 500 M USD d'exportations en raison d'un embargo de l'Union européenne

Le Brésil pourrait perdre plus de 500 M USD (environ 2,5 Md BRL) d'exportations vers l'Union européenne si l'embargo approuvé par le bloc entre en vigueur le 3 septembre. Déjà ratifiée, cette mesure concerne les exportations de viande bovine, de miel et de produits de la pêche. L'UE estime que le Brésil ne dispose pas de mécanismes de contrôle suffisants pour surveiller l'utilisation des antimicrobiens dans ces filières. Selon l'Association brésilienne de l'industrie de la viande (Abiec), les pertes pourraient atteindre 504 M USD d'ici la fin de l'année et dépasser 1 Md USD en 2027 si l'embargo est maintenu. (Article [ici](#)).

Le Brésil interdit le foie gras après avoir qualifié la technique de production de maltraitance animale

Lula a approuvé, ce vendredi 24 juillet, une loi interdisant la production et la commercialisation de produits obtenus par le gavage des animaux. Parmi ces produits figure le foie gras, spécialité de la gastronomie française élaborée à partir du foie engraisé de canards ou d'oies. Avec la promulgation de cette loi, le Brésil devient le deuxième pays au monde à interdire à la fois la production et la commercialisation de produits issus du gavage des animaux. L'Inde avait été le premier à adopter une telle interdiction. S'agissant de la production, plusieurs autres pays appliquent déjà des restrictions similaires, notamment le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, l'Australie et l'Argentine. Déposé il y a six ans au Sénat, le projet de loi a été adopté définitivement en commission, sans devoir être soumis au vote en séance plénière, explique Natália Figueiredo, responsable des politiques publiques de World Animal Protection Brasil. Au niveau national, le projet n'a rencontré aucune opposition majeure, le Brésil ne comptant que trois producteurs utilisant la technique du gavage. (Article [ici](#)).

Photo du mois : 7 juillet 2026 - INRAE et l'université fédérale de São-Paulo (USP) inaugurent le Planetary Health International Research Center (PHIRC)



Crédit photo : P-A Romon

Le 7 juillet 2026, à l'occasion de la venue d'une délégation d'INRAE menée par son PDG, Philippe Mauguin, a été inauguré sur le campus de l'école d'agronomie de l'université fédérale de São Paulo (Esalq-USP) le centre international de recherche (IRC) dédié à la santé planétaire (Planetary Health International Research Center - PHIRC) initié en 2025.

Ce nouveau centre transdisciplinaire associe l'écosystème scientifique de l'USP — avec un rôle de premier plan joué par les campus de Piracicaba (Esalq) et de Pirasununga — à l'expertise de l'institut de recherche français.

Le programme scientifique du PHIRC s'articule autour de 5 piliers thématiques, chacun codirigé par un chercheur INRAE et un chercheur USP :

1. Systèmes de production durables : agroécologie, biocontrôle, biodiversité fonctionnelle.
2. Adaptation au changement climatique : génétique, modélisation, gestion du carbone.
3. Utilisation responsable des ressources : eau, sols, bioéconomie circulaire.
4. Systèmes alimentaires et nutrition préventive : alimentation saine et durable.
5. Agriculture et alimentation numériques : données, robotique, IA et jumeaux numériques.